



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2875  
8 septembre 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **À bas la Françafrique!** **Travailleurs d'Afrique et de France, mêmes exploités, même combat**



EPA- ISSIFOU DJIBO

Manifestation contre la présence française au Niger, le 27 juillet à Niamey.

**Leur société**

- Aides alimentaires : la faillite d'une société 3
- Retraites : ce que valent les promesses 3
- Rentrée scolaire : zéro pointé 4
- Lycées professionnels : une réforme pour le patronat 4
- Abaya : diversion et campagne réactionnaire 4
- Show macronien : tous en scène et tous complices 5
- Carburants : Total rançonneur 5
- Prix : Le Maire promet une baisse en... 2024 5
- Subventions : selon que vous serez... 5
- Mayotte : un manque d'eau dramatique 8
- Féminicides : un crime permanent 8
- Violences policières : la justice protège les agresseurs 8
- Médicaments : pas de pénurie pour les subventions 9
- Hébergement d'urgence : pour le gouvernement, rien ne presse 9
- Un climatologue au Medef : vie réelle et profit mortel 9
- Crèches : sous-effectif permanent 9

**Dans le monde**

- Ukraine : Zelensky, son ministre corrompu et son parrain mafieux 6
- Fukushima : radiations et mensonges 6
- Gabon : au cœur de la Françafrique 7
- Dividendes : parasitisme record 7
- Nos lecteurs écrivent : les urnes à l'ambassade 7
- Italie : cinq ouvriers tués dans une tragédie ferroviaire 12
- Canal de Panama : au régime sec 12

**Dans les entreprises**

- Renault : conserver les emplois et les salaires! 10
- Toyota - Onnaing : chômage partiel, non aux pertes de salaire! 10
- Salaire des soignants 11
- Hôpital de Cadillac 11

**Agenda**

- Fêtes régionales 3
- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 3
- Meeting du 7 octobre à Paris 12

# À bas la Françafrique! Travailleurs d'Afrique et de France, mêmes exploités, même combat!

« On vit chez les fous ! », s'est étranglé Macron, lundi dernier, à propos de la vague de putschs en Afrique, devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée. Mais qui sont les fous dans cette histoire ? Ceux qui rejettent la présence française au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ou ceux qui, comme Macron, sont prêts à déclencher une nouvelle guerre qui enfoncera davantage le Sahel dans le chaos guerrier ?

Macron joue les matamores contre la junte nigérienne et refuse de rappeler son ambassadeur. Il ne digère pas que la France soit poussée dehors. À l'entendre, l'armée française aurait sauvé le Sahel du djihadisme ! Mais la population est bien placée pour faire le vrai bilan de l'opération Barkhane, lancée il y a dix ans : les bandes armées continuent de pulluler, elles rackettent et sèment la terreur dans une zone de plus en plus étendue.

Et qu'est-ce que la longue présence française en Afrique a apporté à ces pays, qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ? Des routes ? Des dispensaires et des écoles ? Même pas. Quand la France a eu besoin de routes pour transporter les richesses minières ou agricoles de ces pays, elle les a construites, mais cela s'arrête là.

Les réserves d'uranium du Niger permettent aux centrales nucléaires de produire de l'électricité en France, quand la majorité de la population du Niger en est privée. Le Gabon a fait les beaux jours d'Elf-Aquitaine et de Total, qui y ont exploité le pétrole. Et le groupe français Eramet y exploite aujourd'hui le manganèse, sans que la population en profite.

Le même type de domination se retrouve en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Congo, au Sénégal... Car le pillage n'appartient pas à un passé colonial révolu. Il s'agit du présent, et d'un présent toujours fait de dictatures infâmes et soutenues par la France. C'est ce qui rend insupportables les leçons de démocratie adressées à l'Afrique.

Au Gabon, secoué la semaine dernière par une révolution de palais, la dynastie Bongo est restée au pouvoir 54 ans, soutenue par tous les présidents de la V<sup>ème</sup> République, de De Gaulle à Macron. Et c'est avec leur complicité que la famille Bongo a amassé, en France, une fortune de plus de 85 millions, constituée de 33 propriétés en région parisienne et onze autres sur la Côte d'Azur. La dynastie Bongo fait partie des sous-traitants de l'impérialisme français grassement rémunérés.

La place n'a pas l'air d'être mauvaise au Tchad, où Mahamat Deby a succédé à son père, à travers un putsch soutenu sans délai par Macron. De même au Congo-Brazzaville, où Sassou Nguesso règne depuis 41 ans... À partir du moment où ils faisaient le jeu des capitalistes français, les présidents à vie et les galonnés couverts de sang ont

toujours été de grands amis de la République.

Alors oui, les travailleurs, les ouvriers et les paysans africains ont bien des raisons de rejeter l'impérialisme français !

Dans ce combat, ils doivent pouvoir compter sur les travailleurs d'ici, dont toute une fraction vient d'ailleurs d'Afrique et y garde de multiples liens.

L'Afrique est mise en coupe réglée par la même grande bourgeoisie qui nous exploite ici et inspire la politique antiouvrière de Macron. C'est pour les intérêts exclusifs de ce grand patronat que le gouvernement est va-t-en-guerre en Afrique et qu'il s'est engagé derrière les États-Unis contre la Russie en Ukraine. Lutter contre son propre impérialisme, les guerres et les ravages qu'il fomente, fait partie intégrante du combat de tous les travailleurs.

Ne nous étonnons pas que les putschistes, pourtant issus du sérail des dictatures, soient applaudis par la population. Comme nombre de travailleurs rêvent ici de dégager Macron en s'appuyant sur n'importe quel politicien, de nombreux Maliens, Nigériens ou Gabonais se réjouissent de voir dégager des hommes corrompus jusqu'à la moelle. Quand bien même ils se doutent que les putschistes sont tout aussi avides que ceux qu'ils prétendent remplacer.

Ne nous étonnons pas non plus que certains imaginent que la tutelle russe, chinoise ou américaine pourrait être plus avantageuse. Tant que les travailleurs ne prendront pas confiance en leur propre camp, ils se retrancheront derrière ce qu'ils estiment être le moins pire, ou chercheront un sauveur suprême parmi les nombreux démagogues.

Même si nous sommes peu nombreux à en avoir conscience aujourd'hui, les travailleurs constituent la seule force capable de remplacer cet ordre mondial pourrissant. La seule force capable de mettre fin à l'exploitation et à la domination des pays riches sur les pauvres. La seule force capable d'en finir avec toutes les rivalités impérialistes qui s'étalent aujourd'hui au grand jour et qui nous mènent au chaos guerrier généralisé.

Nathalie Arthaud



Rassemblement contre la présence française au Niger, le 2 septembre à Niamey.



## Aide alimentaire : la faillite d'une société

En annonçant, le 3 septembre sur TF1, que les Restos du cœur étaient au bord de la faillite, leur président, Patrice Douret, a jeté un pavé dans la mare et déclenché des réactions hypocrites du côté des ministres, de la grande distribution ou du milliardaire Bernard Arnault.

« L'inflation est une violence inouïe », a dénoncé Patrice Douret. Elle empêche des hommes et des femmes en nombre croissant d'acheter leur nourriture quotidienne, les obligeant à pousser la porte des Restos du cœur, de la Croix-Rouge, du Secours populaire ou des autres associations caritatives. L'inflation renchérit tous les frais de ces associations, coût du stockage ou du transport, coût des achats de la nourriture et des produits de base qu'elles distribuent. Ce budget a doublé en un an. Le bénévolat de ceux qui organisent la distribution et la générosité des donateurs individuels ne suffisent pas à faire face aux demandes. Les Restos du cœur et les autres, qui tentent de suppléer aux ravages d'une société qui produit la misère, ne peuvent vivre sans les subventions publiques ou les donations d'entreprises, en particulier la grande distribution. Ces aides n'étant pas à la hauteur des besoins, 150 000 bénéficiaires pourraient

être radiés avant l'hiver.

L'appel à l'aide des Restos « aux forces économiques », suivi de celui de la Croix-Rouge, met en lumière l'extension de la pauvreté. Sur les huit premiers mois de cette année, les Restos du cœur ont inscrit plus de bénéficiaires, 1,3 million, que durant toute l'année 2022 ! Ces personnes font partie des dix millions obligées de survivre avec moins de 1 100 euros par mois, le seuil de pauvreté en France. Derrière ces chiffres froids, il y a des retraités dont les pensions, après une vie de travail, ne permettent pas de manger en plus de se loger, des travailleurs précaires ou à temps partiel mais aussi souvent en CDI, des chômeurs en attente de leur indemnité, des étudiants sans ressource et sans revenu, des femmes qui élèvent seules leurs enfants, autant de personnes qui contribuent ou ont contribué au fonctionnement de la société.

Cela rend particulièrement cynique la réaction des « forces économiques », c'est-à-dire des entreprises qui sous-payent leurs salariés

pour mieux gaver leurs actionnaires. Ainsi la famille de Bernard Arnault, roi du luxe et première fortune mondiale, a annoncé un don de 10 millions d'euros. Ramenée à la fortune familiale, cette somme équivaut à un don de 50 centimes pour quelqu'un qui aurait économisé 10 000 euros sur son livret A... Aurore Bergé, ministre des Solidarités, s'est pourtant empressée de remercier le milliardaire, avant de promettre 15 millions d'euros aux Restos du cœur. Du côté des enseignes de la grande distribution, Carrefour et Intermarché annoncent un doublement des jours de collectes et des dons supplémentaires de produits. A tous égards, cette annonce est plus un coup publicitaire qu'un élan de générosité. Depuis une loi de 2016, les magasins alimentaires sont obligés de donner leurs invendus à des associations caritatives.

Mais, surtout, ce sont ces géants de la grande distribution, en rivalité avec les industriels, qui fabriquent l'inflation en augmentant leurs prix et qui rackettent la population. « Voler en grand et restituer en petit, voilà la philanthropie » : cette formule du socialiste Paul Lafargue n'a pas pris une ride.

Xavier Lachau

## Retraites : ce que valent les promesses

Alors que la réforme des retraites s'applique désormais à partir du 1<sup>er</sup> septembre, on voit le gouvernement revenir sur les promesses qu'il avait faites pour faire passer la pilule, alors que des millions de travailleurs manifestaient.

Le gouvernement avait promis une revalorisation des retraites les plus modestes, pour faire en sorte que le minimum passe à 1 200 euros par mois. Cette augmentation bien faible serait de 100 euros par mois, à condition toutefois d'avoir fait une carrière complète. Or le ministre du Travail, Olivier Dussopt, vient de reconnaître que, sur les 1,7 million de retraités concernés, seuls un tiers pourront la toucher dès septembre. Les autres devront attendre jusqu'à l'année prochaine. Comme si les courses, les factures ou le loyer attendaient, eux.

« Beaucoup d'assurés ont cotisé dans plusieurs caisses différentes, donc il faut reconstituer les carrières », a

déclaré le ministre pour justifier ce retard. En réalité, ce délai est dû au manque de moyens mis en œuvre pour gérer la mesure. Il n'y a tout simplement pas assez de monde à la Caisse nationale d'assurance vieillesse pour traiter tous les dossiers rapidement.

Reconstituer les carrières des travailleurs partis en retraite depuis un moment prend un certain temps, et aucune embauche n'est prévue pour absorber ce travail supplémentaire. Quand on sait à quel point les dossiers retraites sont déjà compliqués, il y a fort à parier que nombre de ceux qui auront droit à la revalorisation devront batailler pour l'obtenir.

Camille Paglieri



Dans une manifestation sur les retraites en avril 2023.

## Lutte ouvrière à la Fête de L'Humanité

Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de L'Humanité qui se déroulera les 15, 16 et 17 septembre, sur la Base 217 du Plessis-Pâté, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne. Notre stand sera situé place Agnès-Varda, côté rue Frida-Kahlo. Le stand comportera une librairie avec les publications de LO et des ouvrages du mouvement ouvrier. Plusieurs débats seront organisés, dont les intitulés seront annoncés dans notre prochain numéro.

## Fêtes régionales de Lutte ouvrière

### Montbéliard

Samedi 16 septembre à partir de 16h  
La Roselière  
place du Champ-de-foire

### Lyon

Samedi 23 septembre à partir de 17h - Dimanche 24 de 11h30 à 19h  
Espace Mosaïque à Saint-Priest  
Avec Nathalie Arthaud

### Lille

Samedi 30 septembre de 15h à minuit  
Cousinerie, rue Carpeaux à Villeneuve-d'Asq

Avec Nathalie Arthaud

### Bourges

Samedi 30 septembre de 14h à minuit  
Restaurant Les Rives d'Auron (près de la Médiathèque)

### Toulouse

Samedi 30 septembre de 18h à minuit - Dimanche 1<sup>er</sup> octobre de 11h à 18h  
Salle des fêtes de Ramonville-Saint-Agne

Avec Jean-Pierre Mercier



## Rentrée scolaire : **zéro pointé**

**Macron et son ministre de l'Éducation s'agitent beaucoup en cette période de rentrée des classes. Il s'agit visiblement de camoufler derrière de grandes phrases le manque criant de moyens et la dégradation des conditions de travail et d'étude.**

Le gouvernement n'a pas été avare d'annonces : soutien renforcé en 6<sup>e</sup>, remplacement des enseignants absents pour une courte durée. « *Il y aura un enseignant devant chaque classe* », a-t-il promis. Pour autant, aucun moyen supplémentaire n'a été alloué pour mettre en place ces mesures. Au contraire, puisque 1 200 postes ont été supprimés, en particulier dans le primaire. Des dizaines de classes ont été fermées, 162 rien qu'à Paris par exemple. Les nouvelles heures de soutien en français et en mathématiques en 6<sup>e</sup> ne sont

rendues possibles que parce que les heures de technologie ont tout simplement été supprimées, et avec elles les postes d'enseignants, pour la plupart contractuels. Tout le monde sait qu'un véritable soutien aux élèves en difficulté passe par un encadrement plus important, des effectifs réduits, des heures régulières. Mais là n'est pas la préoccupation du ministère, uniquement obsédé par la maîtrise des dépenses. Aucune embauche n'est donc prévue, charge à ceux qui sont en poste de se débrouiller pour concrétiser les mesures annoncées.

La grande nouveauté de la rentrée 2023 est le dispositif Pacte pour les enseignants. Il consiste en une liste de missions, certaines déjà existantes, comme l'aide aux devoirs, d'autres nouvelles, comme l'engagement à remplacer les collègues absents. C'est cette mission qui est le véritable but du dispositif, car le ministère veut pouvoir dire que toutes les heures de cours seront assurées, peu importe dans quelles conditions. Alors que le manque d'embauches d'enseignants a conduit à supprimer dans les faits le pôle de remplaçants dédiés aux arrêts maladie ou autres, voilà qu'il faudrait à présent se remplacer les uns les autres au sein de l'établissement.

Mais, en cette rentrée,

## Lycées professionnels : **une réforme pour le patronat**

**Le 1<sup>er</sup> septembre, pour la rentrée des enseignants, Macron est allé faire son show dans un lycée professionnel à Orange, pour promouvoir la réforme de cette filière mise en œuvre à la rentrée.**

Selon lui, le lycée professionnel serait dans une situation « inacceptable », car il n'y aurait pas eu de réformes depuis des décennies. Flagrant délit de mensonge, car la situation a été aggravée par la réforme engagée en 2018 par Blanquer, le ministre de l'Éducation de l'époque, qui a supprimé beaucoup d'heures d'enseignement. Auparavant, en 2008, une réforme du baccalauréat professionnel avait entraîné

la suppression d'une année de scolarité pour la plupart des élèves. À chaque fois, les changements introduits ont été dans le sens de réduire la part des enseignements généraux.

La nouvelle réforme aggrave encore cette évolution, en adaptant l'offre de formation aux besoins du patronat local. Certaines filières jugées inutiles dans une région peuvent être supprimées, imposant aux jeunes de changer de région pour

pouvoir suivre la formation de leur choix, et supprimant des postes d'enseignants au gré des filières qui seront ou non jugées porteuses. Les élèves de terminale, qui passeraient les épreuves du bac en mars, devront choisir ensuite soit la poursuite des études et un retour au lycée pour s'y préparer, soit une période de stage supplémentaire. Les patrons pourraient profiter de cette main-d'œuvre jeune, formée et gratuite, car les périodes de stage seront indemnisées entre 50 et 100 euros la semaine selon le niveau des élèves, sommes dérisoires qui seront d'ailleurs payées par l'État.

Dans beaucoup de lycées de Seine-Saint-Denis, les classes de baccalauréat professionnel des filières tertiaires (vente, accueil par exemple), dont les effectifs étaient limités à 24 élèves, se retrouvent en cette rentrée à 30. À Paris, plusieurs lycées professionnels ont été fermés, et les lycéens se retrouvent dans des classes surchargées d'autres établissements.

Un enseignement encore dégradé, des élèves encore plus à la merci du patronat, voilà ce que promet cette nouvelle réforme aux jeunes des milieux populaires.

**Hélène Comte**



ACTUFR

on semble être bien loin des 30 % de volontaires, annoncés comme un minimum par le précédent ministre, Pap Ndiaye. À tel point que le ministère s'est bien gardé de communiquer les chiffres, déclarant simplement qu'il « *va falloir convaincre* ». Même la carotte financière liée au Pacte est dérisoire : une augmentation de 100 euros pour tous, et entre 1 200 et

1 500 euros net par an suivant les missions effectuées, soit environ 120 à 150 euros par mois. C'est bien loin de la nécessaire revalorisation des salaires, d'autant que les agents administratifs et techniques, eux, ne toucheront rien, bien qu'ils soient évidemment indispensables au fonctionnement des établissements scolaires.

**Camille Paglieri**

## Abaya : **diversion et campagne réactionnaire**

D'après les chiffres mêmes de l'Éducation nationale, treize millions d'élèves ont fait leur rentrée lundi 4 septembre, dont 67 jeunes filles qui ont refusé de changer de tenue vestimentaire pour se conformer aux directives gouvernementales.

Ces 67 adolescentes obstinées en robe longue menaceraient la République en annonçant l'islamisation de la société, voire une vague d'attentats terroristes, comme Macron lui-même l'a laissé entendre. Le ministre de la Justice Dupont-Moretti en a rajouté, promettant « *une réponse pénale ferme, rapide et systématique* » aux jeunes contrevenantes. La droite, l'extrême droite et leurs médias habituels ont fait chorus.

Il est évidemment plus facile de pérorer sur la tenue de quelques dizaines

d'élèves que de fournir à tous les moyens éducatifs nécessaires. Ce tour de passe-passe lamentable, cette œillade appuyée des macronistes à l'extrême droite, ne trompe pas grand monde. Mais, et c'est bien plus grave et dangereux, ils prolongent les campagnes islamophobes, racistes et xénophobes qui tiennent lieu d'arguments politiques et aboutissent à diviser la population et les travailleurs en les dressant les uns contre les autres.

Quant à la lutte nécessaire contre les préjugés religieux qui s'en prennent aux femmes, le gouvernement et son chœur réactionnaire, soutiens de toutes les dictatures théocratiques et piliers de l'ordre social, sont mal placés pour en parler.

**Paul Galois**



LA DÉPÊCHE

À Toulouse, contre la réforme des lycées professionnels, en mai 2023.

## Show macronien : tous en scène et tous complices

**Jeudi 7 septembre, Macron réunissait son Conseil national de la refondation (CNR), pour un bilan d'étape un an après son lancement. Une semaine auparavant, à Saint-Denis, il avait réuni les figures des partis politiques représentés au Parlement dans un marathon nocturne.**

À défaut d'autre chose, cette agitation du président assure au moins le spectacle médiatique. Onze partis politiques, alliés de Macron ou dans l'opposition, se sont prêtés au jeu de la rencontre nocturne, en acceptant les règles surréalistes fixées par l'Élysée : les téléphones portables devaient rester à l'entrée de la salle, aucun contact avec l'extérieur n'était possible jusqu'à la fin des débats, dont les contenus ont été distillés à la presse après douze heures d'enfermement volontaire.

Pour le Rassemblement national, Jordan Bardella affichait sa satisfaction d'avoir été invité à « la nuit du président Macron » et d'être ainsi accepté dans la cour des grands pour soigner son image de respectabilité. Eric Ciotti, le président des Républicains, a comme Bardella agité le spectre de l'immigration. Cela ne pouvait effaroucher Macron, puisque lui-même ou certains de ses ministres usent de démagogie anti-immigrés, tout en se présentant comme des remparts face au Rassemblement national.

Mais c'est aux représentants des partis de gauche que Macron a concédé un nouveau hochet en annonçant la convocation, sans donner de date précise, d'une conférence sur les bas salaires. Elle serait censée ouvrir sur une révision des conventions collectives des branches dont les coefficients sont inférieurs au smic, alors que celui-ci a enregistré des augmentations automatiques en raison de l'inflation. Macron a annoncé cette conférence, après avoir répondu à Fabien Roussel du PCF qu'il était hors de question d'imposer aux patrons d'augmenter les salaires et que ceux-ci soient indexés sur les prix, ce qui annonce sans surprise que ce prochain raout ne sauvera en rien les travailleurs de leur flambée.

Ce simulacre de débat politique, habituellement retransmis à la télévision, s'est cette fois joué à huis-clos, car Macron en avait décidé ainsi. Tous ont été complices de cette mise en scène. Tous, et Macron lui-même, ont en outre reconnu à l'issue de la rencontre que, sur la guerre en Ukraine, l'union sacrée

était au rendez-vous. La complicité est là, y compris pour approuver la participation à la guerre contre la Russie avec la peau des Ukrainiens. Une complicité sans laquelle Macron serait bien en peine de continuer son métier d'organisateur d'événements pour la galerie.

**Boris Savin**

## Prix : Le Maire promet une baisse... en 2024

**Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a de nouveau réuni fin août les patrons de l'industrie agroalimentaire et ceux de la grande distribution.**

Après s'être fait le chantre il y a six mois du « trimestre anti-inflation », avec les résultats que l'on connaît, Le Maire prétend désormais vouloir « *casser définitivement la spirale inflationniste des prix*

*alimentaires* », et ce, en employant les grands moyens.

Le ministre aurait ainsi obtenu que les négociations commerciales entre industriels et distributeurs, prévues initialement en décembre, débutent dès

septembre. Mais, pour en voir un éventuel effet sur les prix, il faudrait attendre janvier, et le patron d'Intermarché prévient lui qu'il n'y aura pas de baisses significatives avant mars 2024.

Le Maire l'assure, les prix de 5 000 produits devront « *ne plus bouger ou bouger à la baisse* ». Les distributeurs avaient déjà fait le même type de promesses en mars dernier. On a vu le résultat... En outre, les distributeurs ont plusieurs semaines pour établir cette liste. Et d'ici là, les prix continueront d'augmenter.

Enfin, les distributeurs ont promis de répercuter dans les rayons les baisses de prix consenties par les industriels. Charge aux agents de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), dont les effectifs ont chuté de 25 % ces quinze dernières années, de procéder aux contrôles.

Cette série de réunions entre Le Maire, les distributeurs et les industriels de l'agroalimentaire se termine comme à chaque fois par de nouvelles promesses de baisse des prix.

Le ministre gesticule, les prix continuent d'augmenter.

**David Mencas**

## Carburants : Total rançonneur

**Les prix des carburants remontent en flèche. Dans de nombreuses stations-service, l'essence et le diesel se vendent à presque 2 euros le litre, parfois plus.**

L'explication donnée à ces hausses par les grands groupes pétroliers et par le gouvernement est la hausse des prix du pétrole brut, et les mêmes accusent implicitement les pays producteurs d'en être responsables.

Pourtant, même si le prix du baril de pétrole a augmenté, il est aujourd'hui d'environ 85 dollars, équivalent à celui de janvier 2022, juste avant l'offensive russe en Ukraine. Or, à cette époque, les carburants étaient vendus 20 centimes moins cher. Alors pourquoi cette différence ? D'où peut venir la hausse actuelle, sinon de l'explosion des marges des raffineurs comme Total, Esso, BP, Shell, etc. ?

Les majors pétrolières possèdent depuis longtemps la plupart des grandes raffineries en Europe et en Amérique. Elles ont aussi la main sur la distribution des carburants dans de nombreux

pays grâce à leur réseau de stations-service. Et ces positions hégémoniques leur permettent de s'entendre sur une politique des prix commune à l'échelle mondiale. Elles peuvent décider de les faire monter pour accroître leurs marges ou, comme c'est arrivé aussi, décider de les baisser pour empêcher tout autre groupe de venir les concurrencer.

En ce moment, ces majors accumulent des profits faramineux, et le gouvernement les couvre totalement. Si les prix des carburants atteignent à nouveau les sommets d'il y a un an et demi, peut-être Total rééditera-t-il son opération commerciale de ristourne, mais ce sera alors le bandit jouant au bienfaiteur avec l'argent qu'il vient de voler. Tous ces profits, faits sur le dos de la population, doivent être expropriés !

**Pierre Royan**

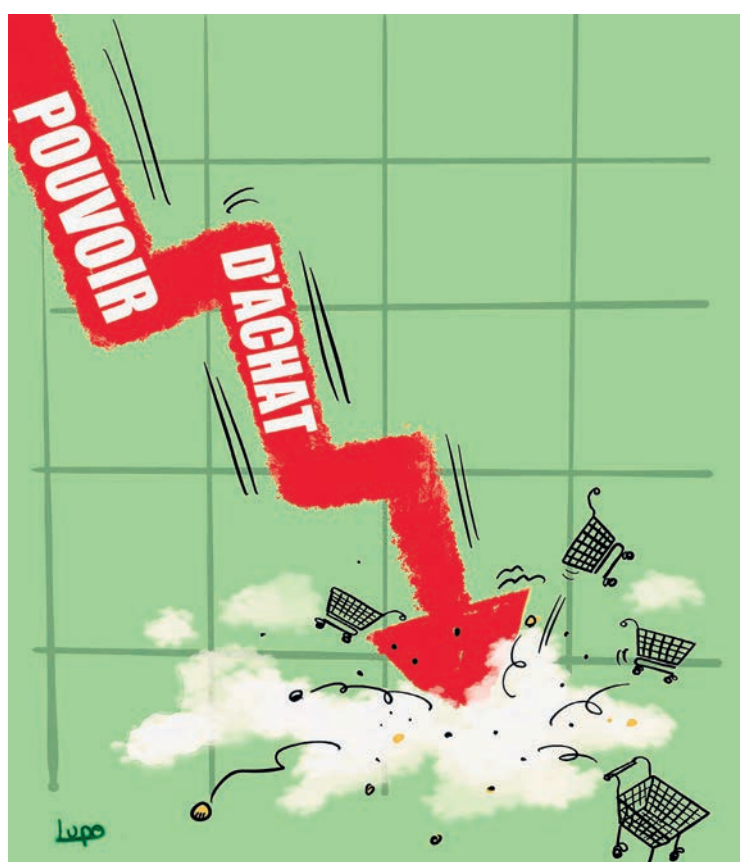
## Subventions : selon que vous serez...

La Fête paysanne, organisée le 27 août à Ballon par la Confédération paysanne 17, a été privée d'une subvention de 6 000 euros pour la deuxième année consécutive par la chambre d'agriculture de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres. Dans un courrier, cette dernière invoque, pour justifier son refus de subvention, la « *participation [de la Confédération paysanne] à des*

*manifestations s'opposant à la création de réserves de substitution* », les fameuses bassines.

Dirigée par le syndicat majoritaire FNSEA, qui représente les gros exploitants, la chambre d'agriculture affiche ainsi avec cynisme son soutien aux plus riches agriculteurs irrigants, qui bénéficient eux de ses subventions, et ne s'embarrasse pas de pluralisme.

**Correspondant LO**



# Ukraine : Zelensky, son ministre corrompu et son parrain mafieux

**Annonçant un mini-remaniement ministériel le 3 septembre, le président ukrainien Zelensky a déclaré à propos du départ de son ministre de la Défense, Reznikov : « Il a traversé plus de 550 jours de guerre [...]. Je crois que le ministère a besoin de nouvelles approches [...] tant avec l'armée qu'avec la société civile au sens large. »**

Présenter la chose comme s'il fallait libérer ce ministre, épuisé par la guerre passée loin du front, il fallait oser. Mais Zelensky ne pouvait pas avouer qu'il avait nommé et maintenu en place un ministre archicorrompu. Car ses « approches » et celles de ses subordonnés consistaient en la mise en coupe réglée du budget militaire, dont une part de l'aide financière de l'OTAN à l'Ukraine, et l'extorsion de pots-de-vin à la fraction masculine de la population qui peut payer pour se soustraire à l'armée.

Dernière en date des affaires de corruption à l'échelle d'une armée d'un million d'hommes, où Reznikov est en cause : la fourniture de vestes de combat d'hiver à des prix multipliés par trois. En 2022 déjà, il avait organisé l'achat d'uniformes à prix gonflés.

Depuis des mois, lui et son ministère défraient la chronique de la corruption. En janvier, il y a eu la révélation de l'achat en gros de nourriture pour l'armée à

des prix doubles ou triples de ceux pratiqués au détail. Son vice-ministre et d'autres hauts responsables ont alors sauté. Reznikov, lui, a tapé sur les services anti-corruption de son ministère qui auraient « *failli à leur tâche* ».

En août, tous les chefs des centres régionaux de recrutement ont été limogés par Zelensky. Eux et leurs sous-fifres vendaient les moyens d'échapper à la guerre. Des médias ont révélé leurs tarifs : 5 000 dollars pour un certificat médical de complaisance, 10 000 pour partir légalement à l'étranger... Des officiers enrichis dans ces combines ont atterri en prison. Mais cela n'a pas tari l'appétit de leurs remplaçants ; les risques augmentant, les tarifs auraient doublé.

Zelensky, qui vient d'autoriser l'enrôlement de soldats atteints de tuberculose et autres maladies graves, a dit que le haut état-major lui réclamait d'intensifier la conscription. C'est que les pertes de la guerre ont laminé l'armée, qui pâtit en outre

du départ à l'étranger de centaines de milliers de mobilisables. Un journal autrichien a calculé qu'avec tous les Ukrainiens de 18 à 60 ans vivant en Autriche, on pourrait former une division ! C'est la même chose en République tchèque. Quant à l'Allemagne, elle héberge plus d'un million d'Ukrainiens, dont beaucoup d'hommes : cela fait combien de divisions potentielles ?

Pour défendre son régime, Zelensky veut toujours plus de soldats. Mais il doit faire aussi avec la rapacité de la bureaucratie civile et militaire, base sociale de son régime. Elle s'affiche patriote car la guerre lui offre une formidable occasion d'enranger dollars et euros. Mais en même temps, sa cupidité trop visible fragilise son soutien par la population. Cela pose un problème à Zelensky mais aussi à ses parrains occidentaux. En effet, la corruption généralisée de son régime fait tache sur l'image idyllique qu'ils voudraient en donner au monde. Et surtout, ils attendent de ce régime qu'il s'arrange comme il veut, mais qu'il se batte pour leurs intérêts avec la peau du dernier Ukrainien.

Le chef d'état-major inter-armées américain Mark Milley vient de le rappeler, qui a déclaré au *Washington Post*



Zelensky et Kolomoïsky, à droite, à Kiev en septembre 2019.

que l'Ukraine allait se voir confrontée à « *une guerre longue et très difficile avec de lourdes pertes* ».

Pour que la population l'accepte le plus longtemps possible, Zelensky doit sacrifier de temps en temps des boucs émissaires, tel le ministre de la Défense. Il y a aussi le plus riche oligarque du pays, Kolomoïsky, qui vient d'être arrêté. Il avait pourtant fait la carrière de Zelensky, en le lançant dans un feuilleton populaire sur sa chaîne de télévision, puis en le faisant élire à la

présidentielle en 2019, attendant de lui qu'il récupère ses entreprises situées dans le Donbass occupé par la Russie.

En traînant son parrain en justice, Zelensky fait un geste vis-à-vis de Washington car le FBI considère Kolomoïsky comme un des chefs de la mafia ukrainienne. Quant à faire que la population ukrainienne voie là la preuve de l'indépendance de Zelensky à l'égard des oligarques mafieux, et des bureaucrates véreux comme Reznikov, ce n'est pas sûr.

**Pierre Laffitte**

## Fukushima : radiations et mensonges

**Depuis le 24 août, les eaux ayant servi au refroidissement des réacteurs détruits de la centrale nucléaire de Fukushima, au Japon, sont rejetées dans l'océan Pacifique, provoquant l'inquiétude des pêcheurs et la colère des pays voisins.**

La Chine a interdit toute importation de fruits de mer depuis le Japon, des manifestations se sont déroulées en Corée du Sud, tandis que les îles du Pacifique réclament l'arrêt des déversements. Le gouvernement japonais et la société Tepco, gestionnaire de la centrale détruite par un tsunami en mars 2011, affirment bien sûr qu'il n'y a aucun danger. Selon eux, les éléments radioactifs les plus dangereux ont été filtrés et retirés, et le taux de radioactivité des eaux rejetées serait bien inférieur aux normes de l'Organisation mondiale de la santé.

Les populations concernées par ces rejets ont toutes les raisons de ne pas croire le discours officiel. Avant même la catastrophe, la société privée Tepco avait falsifié des rapports alarmants, pour retarder des travaux de mise en sécurité. À chaque étape de la gestion de l'accident, l'État et les dirigeants de Tepco ont menti aux ouvriers du site comme à la population. Dans les premières heures, les dirigeants de Tepco ont rechigné à utiliser de l'eau de mer pour refroidir les réacteurs, menacés d'emballement, car cela allait les détruire

définitivement. Ils ont minimisé l'ampleur et l'étendue des rejets, pour réduire le nombre d'évacuations et les indemnités à verser. Ainsi, le seuil de radioactivité supposé sans danger a été relevé de 1 à 20 millisieverts par

an, pour accélérer la réinstallation des évacués.

Pendant douze ans, des milliers de travailleurs ont été chargés de démonter les réacteurs détruits, de les refroidir en les arrosant d'une eau qu'il a fallu ensuite

pomper, filtrer et stocker dans des centaines de conteneurs en acier, pour éviter que les particules radioactives ne se répandent dans les sols, l'air ou l'océan voisin. Plus de 1,3 million de tonnes d'eau ont ainsi été stockées et traitées. Durant ces années, ces ouvriers dits « liquidateurs » ont été embauchés par des sous-traitants en cascade – jusqu'à huit niveaux – sous-payés, mal protégés.

À toutes les étapes de la catastrophe de Fukushima, la recherche permanente du profit, le mépris des ouvriers et de la population, l'absence de transparence et de contrôle dans les décisions, comme celles concernant les taux de radioactivité réels, ont mis en danger la vie humaine et l'environnement.

**Xavier Lachau**



Les silos stockant l'eau contaminée.

## Gabon : au cœur de la Françafrique

**Le putsch du mercredi 30 août au Gabon a renversé le président Ali Bongo, quelques heures après la proclamation de sa réélection, à l'issue d'un scrutin vraisemblablement truqué comme au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ses initiateurs s'appuient sur le rejet dans la population de la politique de pillage de l'impérialisme français.**

Il est cependant rapidement apparu que le nouveau président, le général Oligui Nguema, cousin d'Ali Bongo et responsable de sa Garde présidentielle jusqu'au coup de force, n'avait pas l'intention de mettre en question la présence française dans ce pays d'Afrique centrale de 2,4 millions d'habitants. Il a tout de suite dit qu'il ne remettrait pas en cause les engagements internationaux du Gabon. Après la condamnation d'usage, les autorités françaises se sont donc accommodées de cette succession. Oligui Nguema n'est pas plus soucieux de démocratie que son prédécesseur. Il n'a ainsi prêté aucune attention au candidat concurrent d'Ali Bongo, qui lui demandait simplement de procéder à un décompte officiel des voix, ce qui lui aurait vraisemblablement donné la victoire. Le chef de la junte entend bien

rester au pouvoir, promettant juste une transition à durée indéterminée qui lui permettra de mettre la main sur les richesses que l'impérialisme daigne laisser à ses serviteurs locaux.

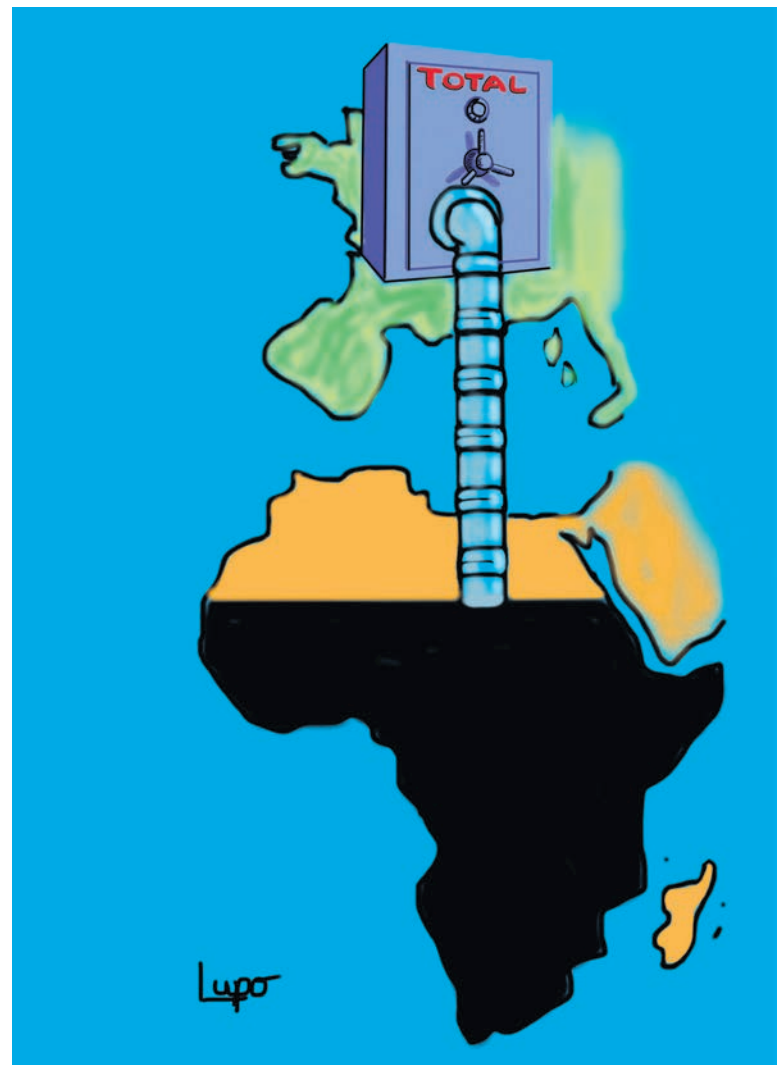
Pour 3 milliards de chiffre d'affaires en 2022, quelque quatre-vingts sociétés françaises sont présentes au Gabon, comme Air France, Eiffage et Colas dans les travaux publics, Air liquide pour le gaz industriel, CMA CGM dans le transport maritime, ainsi qu'un fonds d'investissement dans les infrastructures, Meridiam.

Depuis l'indépendance, l'histoire du Gabon est inséparable de l'exploitation pétrolière qui a enrichi Elf, devenu aujourd'hui Total-Energies, qui continue à pomper l'or noir du pays et à y exploiter des stations-service. Le Gabon n'est peut-être plus le fleuron pétrolier qu'il était

du temps du père Bongo, mais il reste une manne pour des sociétés d'extraction de second rang, spécialisées dans le rachat de gisements en fin de vie, comme Perenco, propriété de la famille Perrodo, 15<sup>e</sup> fortune française.

La grande affaire semble toutefois être désormais l'extraction du manganèse dans les mines de Moanda, les plus importantes du monde, qui ont fait du pays le deuxième producteur mondial de ce minerai essentiel à la fabrication des batteries des véhicules électriques. C'est la multinationale française Eramet qui l'extrait et le convoie à travers le pays et en fait profiter ses actionnaires.

« La Françafrique est morte depuis longtemps », vient de répéter Catherine Colonna, la ministre des Affaires étrangères. Le Gabon reste largement sous la coupe de grands groupes capitalistes français, qui exploitent une population parmi les plus pauvres du monde. La présence permanente de quelque 400 soldats français au Gabon illustre la continuité de cette politique impérialiste.



Si les affaires et l'exploitation du pays au profit de sociétés françaises ne sont pas troublées par les putschistes, nul doute que le nouveau régime, sans les

Bongo, recevra l'estampille démocratique de la République française et les récompenses sonnantes et trébuchantes qui vont avec.

**Boris Savin**



### Nos lecteurs écrivent Les urnes à l'ambassade

Je suis Gabonais, vivant en Île-de-France, et je veux raconter comment se sont passées les élections présidentielles à Paris.

Le 26 août, nous étions donc conviés aux urnes pour les élections. À la surprise générale, la veille du scrutin, l'ambassade du Gabon informait les 1 500 Gabonais du nord de la France qu'ils devraient voter dans les mairies françaises des 6<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à la place des locaux habituels de l'ambassade du Gabon. Les électeurs de Nantes, Rennes, Lille, Strasbourg devaient aussi venir voter à Paris.

L'organisation était catastrophique, comme s'il fallait décourager les votants. Par exemple, plusieurs personnes racontaient qu'après trois heures

d'attente elles découvraient que, contrairement à ce qui était prévu, elles devaient aller voter dans l'autre bureau de vote et aller du 16<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> ou l'inverse. De plus, nous avons appris dans la journée que le dépouillement se ferait à l'ambassade, alors que le Code électoral stipule qu'il doit se faire dans le bureau de vote. Heureusement, la foule et les opposants ont contesté cette décision et les organisateurs ont cédé à la pression. Mais ce n'était pas fini.

Dès 14 heures, une compagnie de près de 30 môtards de la Brav-M était présente autour de la mairie. Vers 18 heures, à la mairie du 16<sup>e</sup>, la police a commencé à nous repousser violemment. Elle nous coinçait sur le terre-plein et le trottoir

en face de la mairie. Nous apprenions alors par la bouche d'un policier qu'ils avaient reçu des instructions fermes : nous empêcher d'entraver le transfert des urnes vers l'ambassade.

La colère a éclaté et nous avons réussi à empêcher la sortie des urnes et le dépouillement s'est finalement fait sur place. Certains d'entre nous étaient même juchés sur les fenêtres et filmaient la scène pour contrôler les opérations. Le résultat, dans le bureau où j'étais, a donné 11 % pour Bongo et 87 % au candidat de l'opposition. Pas tout à fait ce qu'espérait l'ambassade...

Le déroulement de ces élections à Paris a illustré la complicité de l'État français avec un régime dictatorial.

**Un électeur gabonais**

## Dividendes : parasitisme record

**L'année 2023 s'annonce faste pour les actionnaires avec 568 milliards de dollars de dividendes distribués au deuxième trimestre à l'échelle de la planète, en hausse de 5 %.**

Pour les actionnaires des groupes français, la hausse est plus importante encore : 13,3 %.

Déjà en 2022, les actionnaires du monde entier s'étaient partagé 1 560 milliards de dollars, ce qui avait été présenté comme historique par la presse économique. Tout annonce que l'année en cours sera un meilleur cru.

Pourtant, aucun commentateur ne s'aventure à prétendre que l'économie mondiale connaîtrait une croissance justifiant cette manne et aucun ne remet en cause l'appauvrissement des populations, au point qu'à l'échelle du monde, d'après un

rapport de l'ONU, le nombre d'êtres humains en insécurité alimentaire aigüe a augmenté de 34 % par rapport à l'an dernier, pour s'élever à 258 millions de personnes.

Les dividendes augmentent parce que l'exploitation des travailleurs s'intensifie. Ils augmentent aussi par cet immense racket que constitue la flambée des prix, en particulier sur les produits de première nécessité depuis près de deux ans. En un mot, c'est la férocité de la lutte de classe menée par les bourgeoisies du monde entier contre les travailleurs qui alimente la manne empochée par les actionnaires.

**B. S.**

## Mayotte : un manque d'eau dramatique

Depuis le 4 septembre, sur décision préfectorale, les habitants de Mayotte n'ont accès à l'eau courante qu'un jour sur trois à cause de la grave pénurie d'eau que traverse le département depuis plusieurs mois, la plus importante depuis 1997.

Ces « tours d'eau » décidés par le préfet, sont un tour de vis supplémentaire pour la population qui pâtit déjà depuis des mois des coupures très fréquentes, contrainte de stocker l'eau comme elle peut dès qu'elle coule au robinet, pour ses usages forcément limités.

Face à cette situation d'urgence, le ministre délégué à l'Outremer, Philippe Vigier, en déplacement sur l'île début septembre, a présenté son « Plan Marshall pour Mayotte » qui est bien dérisoire au regard des besoins des habitants. En effet, Vigier a promis de distribuer chaque jour 70 000 bouteilles d'eau aux personnes vulnérables,

identifiées par l'ARS, telles que les femmes enceintes et les enfants, soit deux litres par personne. À qui ces bouteilles seront-elles achetées ? Aux grandes surfaces à Mayotte ? À 46 centimes le litre vendu actuellement en magasin, elles ont de quoi... mettre l'eau à la bouche !

Le reste de la population devra se contenter de quinze futures citernes avec des rampes d'approvisionnement (des fontaines) qui seront installées sur tout le territoire. Elles seront remplies grâce à des stations de traitement de l'eau pour qu'il y ait « zéro risque sanitaire » selon le ministre. Mais d'où l'eau sera-t-elle acheminée ? Les

deux retenues collinaires existantes de Dzoumogné et de Combani sont presque à sec et l'usine de dessalement tourne au ralenti... Voilà pour ce qui est de l'urgence.

Mais les solutions à long terme avancées par Vigier restent tout aussi hypothétiques. Il a parlé de travaux « considérables à faire sur les fuites, sur l'interconnexion », de la construction d'une troisième bassine et de la hausse de la capacité de l'usine de dessalement pour fin 2023.

Or, cela fait des années qu'il est question de réparer les fuites qui provoquent une déperdition d'un tiers de l'eau consommée. Pour ce qui est de la troisième bassine, elle était déjà prévue depuis 2020 mais les travaux n'ont toujours pas commencé. Quant à l'extension de l'usine de dessalement, démarrée en 2017,



RAINAT ALLOIFFA

À Mamoudzou, le 4 septembre.

elle n'est toujours pas achevée ! La faute en serait à des imbroglios administratifs, notamment dus au Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM) qui fait l'objet d'une enquête pour délit de favoritisme, détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts. Il n'y a donc pas que l'eau qui fuit !

À l'instar de toutes les autres infrastructures

(écoles, hôpitaux, logements, routes...) nécessaires à la population, l'adduction en eau potable est le cadet des soucis des gouvernements qui passent. Leur seule véritable préoccupation est de satisfaire les exigences des capitalistes de Mayotte comme la SMAE ( Société Mahoraise des Eaux) filiale de Vinci, pour qui le robinet à fric du gouvernement n'est jamais à sec.

Charlotte Dauphin

## Féminicides : un crime permanent

Judi 31 août, en Savoie, une femme de 42 ans, Karen, a été assassinée à coups de machette par son ex-mari, en pleine rue et devant son enfant de 3 ans. Ce nouveau drame, qui vient s'ajouter à l'horrible liste des féminicides, était le 9<sup>e</sup> du mois d'août, et le 76<sup>e</sup> depuis le début de l'année.

Selon le ministère de l'Intérieur, 118 femmes ont ainsi été tuées en 2022 par leur conjoint ou ex-conjoint, soit une tous les trois jours. Dans l'immense majorité des cas, comme pour Karen, le conjoint ou ex-conjoint a tué parce qu'il ne supportait pas que sa femme le quitte et vive sans lui.

Les associations de lutte contre les violences faites aux femmes dénoncent, à

juste titre, l'indifférence de l'État, les plaintes classées sans suite, le non-respect des ordonnances de protection, le manque de personnel formé pour accueillir correctement les femmes dans les commissariats. Elles dénoncent également la baisse des moyens pour héberger, protéger et accompagner les femmes avant qu'il ne soit trop tard. D'après la Fondation des Femmes, en France

le budget alloué par femme se signalant pour violence conjugale a diminué de 25 % depuis 2019.

L'augmentation des moyens serait évidemment indispensable. En Espagne par exemple, l'État s'est doté d'un arsenal judiciaire, policier et humain spécifiquement consacré à ce fléau, auquel il consacre trois fois plus de moyens que l'État français. Cette politique a permis une baisse significative du nombre de féminicides, qui a chuté de 73 à 43 en 2020, même si elle n'a pas empêché leur recrudescence ces derniers mois et jusqu'à cet été, particulièrement meurtrier.

En finir pour de bon avec ces rapports détestables de domination et d'oppression qui sévissent dans les relations hommes-femmes impliquerait de balayer cette société basée sur l'exploitation, pourrie d'injustice et de violence. On ne peut évidemment pas attendre cela des gouvernements d'aujourd'hui. Au moins, que les mesures élémentaires de défense des femmes ne soient pas elles aussi victimes de leurs politiques d'austérité !

Julie Lemée

## Violences policières : la justice protège les agresseurs

Le 1<sup>er</sup> septembre, un des quatre policiers ayant grièvement blessé à la tête le jeune Hedi à Marseille en juillet a été libéré, après quarante jours de détention provisoire.

Sa remise en liberté a été saluée par les syndicats de police, qui la réclamaient à cor et à cris depuis le premier jour, soutenus par le directeur général de la police nationale et par le ministre de l'Intérieur Darmanin.

Depuis leur mise en examen le 17 juillet, pour violences volontaires en réunion par personnes dépositaires de l'autorité publique, les quatre policiers de la BAC n'ont cessé de mentir. Ils ont d'abord prétendu ne se souvenir de rien, puis nié avoir utilisé un LBD et porté le moindre coup à Hedi. Leurs mensonges ont été démolis par quatre vidéos différentes, qui ont permis de reconstituer minute par minute l'agression du jeune homme, depuis le tir de LBD jusqu'à son tabassage au sol, à coups de pieds, de poings et de matraques.

Sur les quatre agresseurs, seul le lanceur de LBD avait été mis en détention provisoire. Libéré, il reste sous contrôle judiciaire, avec interdiction d'exercer la profession de fonctionnaire de

police. Ce traitement, exceptionnellement sévère pour un policier, s'explique par la volonté de l'État de calmer le jeu après les émeutes de juillet. Mais une fois l'émotion retombée, la règle de l'impunité pour les policiers demeure. Comme l'a déclaré l'avocat de Hedi, la suite de l'enquête est prévisible : les policiers auditionnés expliqueront en chœur l'avoir pris pour un émeutier et plaideront la légitime défense, et les juges feront semblant de les croire. La veille de la remise en liberté de l'agresseur de Hedi, la justice a d'ailleurs prononcé un non-lieu en faveur des trois gendarmes responsables de la mort d'Adama Traoré, asphyxié après un placage ventral en juillet 2016, dans le Val-d'Oise.

Par ces deux décisions de justice, l'État revient à ses fondamentaux : couvrir ses hommes en toute circonstance, quels que soient les exactions commises contre la population des quartiers populaires.

J. L.





## Médicaments: pas de pénurie pour les subventions

Depuis des mois, le gouvernement prétend lutter contre la pénurie de médicaments, un vrai problème, puisque le Sénat affirmait début juillet que 37 % de la population y a été confrontée.

En 2022, plus de 1 500 médicaments auraient manqué dans les pharmacies, qu'il s'agisse de remèdes très utilisés comme le paracétamol, d'antibiotiques comme l'amoxicilline, ou de produits moins courants mais tout aussi essentiels pour les malades, comme des antidiabétiques ou des anticancéreux. Cette pénurie est d'ailleurs en aggravation constante, particulièrement depuis 2018.

En février 2023, en pleine épidémie de bronchiolite, une maladie potentiellement mortelle pour les nourrissons, le ministre de la Santé François Braun avait annoncé sans rire « la fin de

la pénurie de paracétamol et d'amoxicilline dans deux semaines ». Il y ajoutait une autorisation d'augmentation des prix, mesure réclamée depuis longtemps par les laboratoires fabricants de génériques et le Medef, qui a été confirmée fin août par Matignon dans le cadre d'un New Deal de la fabrication des médicaments.

Le même Braun annonçait se pencher sur une liste de 450 médicaments « essentiels ». Macron s'y était mis en juin, visitant une usine en Ardèche, pour lancer la relocalisation des médicaments afin, disait-il, de réduire la dépendance face à la Chine et à l'Inde. En même

temps, bien sûr, il annonçait des aides pour les industriels qui s'engageraient à fabriquer en France.

Le gouvernement n'est pas avare de déclarations, tout en se gardant bien de donner les raisons de cette pénurie. En réalité, ce n'est pas lui qui décide, mais les industriels du médicament, des trusts comme Pfizer, Sanofi, etc., riches à milliards. Ce sont eux qui décident d'augmenter ou de diminuer, voire de réduire la production de tel ou tel médicament en fonction de leurs espoirs de vente. Ce sont eux encore qui vendent aux pays les plus offrants. L'épidémie de Covid-19 en a été la démonstration éclatante, chaque État mettant des milliards sur la table pour obtenir des doses de vaccins. Évidemment, à un tel jeu, les pays les plus pauvres n'avaient pas le droit de jouer.

De tout cela Macron ne dit mot. Ses déclarations sur la relocalisation, la promesse de réduire la pénurie, ne servent qu'à justifier des subventions supplémentaires aux laboratoires. Pour les malades, ce seront des dépenses supplémentaires, à commencer par le doublement des 50 centimes de franchise sur chaque boîte de médicament.

Cédric Duval

### La vraie richesse c'est la santé



## Un climatologue au Medef: vie réelle et profit mortel

À chaque rentrée, le grand patronat convoque dirigeants et journalistes à son université d'été. Ce spectacle médiatisé ne sert pas seulement au Medef pour présenter ses exigences au gouvernement et décerner bons et mauvais points aux ministres: le patronat veut aussi en faire une vitrine.

La mode étant à l'écologie, le Medef avait invité cette année Jean Jouzel, un climatologue de réputation internationale. Le scientifique s'est fait un devoir d'expliquer, preuves à l'appui, pourquoi il faudrait arrêter

immédiatement tout investissement dans les énergies fossiles, pétrole, gaz et charbon, et s'orienter vers les énergies renouvelables. Faute de quoi, disait-il, comme l'ensemble de ses collègues scientifiques, le réchauffement climatique en cours s'emballera et on ira de catastrophe en catastrophe. Patrick Pouyanné, président de TotalEnergie et donc concerné au premier chef, était là. Après avoir écouté, il s'est contenté de répondre que, quels que soient les arguments scientifiques, la « vie réelle » allait continuer ainsi

que la recherche de nouveaux puits et la production croissante d'énergie fossile. Il n'avait pas besoin d'ajouter que, jusqu'à aujourd'hui, c'est lui qui commande.

C'est bien là toute la question. Les démonstrations des climatologues, l'évidence même de la catastrophe en cours, les craintes et la bonne volonté des populations se heurtent au même mur: le pouvoir absolu de la classe capitaliste et de ses exécutants, les Pouyanné de tous les pays.

Paul Galois



Centre d'hébergement d'urgence à Ivry-sur-Seine, construit en 4 mois.

## Hébergement d'urgence: pour le gouvernement, rien ne presse

À l'issue d'une enquête réalisée fin août, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et l'Unicef France dénoncent la hausse du nombre de personnes à la rue, y compris des enfants, tandis que le gouvernement réduit le nombre de places en hébergement d'urgence.

Dans la nuit du 21 au 22 août, au cours de laquelle l'enquête de la FAS et de l'Unicef a eu lieu, plus de 6 000 personnes ayant appelé le 115 se sont retrouvées sans hébergement, dont 1 990 enfants (+ 20 % en un an). Près de 500 d'entre eux avaient moins de trois ans.

Le nombre d'expulsions locatives a augmenté de 45 % en 2022 et plus de 112 000 personnes, dont environ 31 000 enfants, sont hébergées chaque nuit dans des hôtels et des hébergements d'urgence. À Paris, 780 000 demandes de logement social sont en attente, quand seulement 70 000 attributions ont lieu chaque année.

Non seulement rien n'est fait pour contraindre les capitalistes du BTP à construire les logements

nécessaires, mais les associations alertent sur la volonté du gouvernement de réduire le nombre de places d'hébergement, malgré les promesses du ministre du Logement cet hiver.

D'après le journal *L'Humanité*, 500 places seraient supprimées ou en voie de l'être à Marseille et 3 000 en région parisienne. Les préfets de celle-ci ont écrit aux services d'attribution des places pour modifier les priorités pour pouvoir être mis à l'abri: la pénurie est telle que des familles peuvent ainsi se voir refuser un toit si leur enfant a plus de 3 ans.

Pour éteindre la polémique, le nouveau ministre chargé du Logement, Patrice Vergriete, a promis l'ouverture prochaine de discussions. Pendant ce temps, des places continuent de disparaître, les expulsions continuent et les moyens de construire des logements pérennes restent accaparés par les marchands de béton et les promoteurs immobiliers.

Sacha Kami

## Crèches: sous-effectif permanent

En cette rentrée, il manque à nouveau 10 000 travailleurs de la petite enfance. De nombreuses crèches devront réduire l'amplitude horaire, voire fermer leurs portes.

Durant l'été 2022, la Caisse nationale d'allocations familiales évaluait déjà le manque de personnel à ce niveau. Un rapport du Haut conseil de l'enfance et de la famille publié en mars dernier estimait à 50 000 la diminution du nombre de places entre 2017 et 2020. Cela a amené la Première

ministre, Élisabeth Borne, à annoncer la création d'un « service public de la petite enfance ».

Le gouvernement affirme qu'il n'a prévu de créer que 100 000 places d'ici 2027, alors qu'il en manque déjà au moins 200 000 pour couvrir les besoins actuels. Et ce ne sont pas les 200 millions d'euros par an de revalorisation promis qui permettront d'octroyer des salaires décents aux travailleurs de ce secteur.

David Mencas

## Renault : conserver les emplois et les salaires !

En plein mois de juillet, juste avant les congés, la direction de l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, après l'avoir annoncée il y a trois ans, a précisé la date de la fin de la fabrication de la Zoe. Ce sera le 30 mars 2024.

C'est en novembre dernier que les dirigeants de Renault annonçaient leur projet de division en plusieurs entités, séparant notamment l'activité thermique, dénommée Horse, et l'activité électrique, appelée Ampère. Cette dernière devrait notamment regrouper les usines tournées vers la fabrication des voitures électriques, Douai, Maubeuge et Ruitz, dans les Hauts-de-France.

Le groupe Renault, qui annonçait des pertes depuis 2018, après les records de bénéfices des années précédentes, est selon la direction revenu « dans le vert ». Pour le premier semestre 2023, son chiffre d'affaires est en hausse de 27 % par rapport

au premier semestre 2022, et son bénéfice atteint sur la même période 2,1 milliards d'euros. Renault annonce même disposer de 1,8 milliard de liquidités !

Cette autosatisfaction à l'usage des actionnaires et des investisseurs oublie la potion amère servie aux travailleurs des usines, des centres techniques et des bureaux d'études. Elle oublie les 15 000 emplois supprimés dans le monde en 2020, les ouvriers jetés au chômage, les conditions de vie aggravées pour ceux des fonderies, de Lardy, de la sous-traitance, les milliers d'intérimaires mis en fin de mission, les ateliers et usines menacés...

En mai 2020, *Le Canard*



enchaîné annonçait déjà la fermeture de quatre usines. Celle de Choisy-le-Roi a fermé en juillet 2022. Quatre mois plus tard, la Fonderie de Bretagne était cédée pour un euro, avec la promesse que les emplois seraient maintenus jusqu'en 2025. La direction poursuit sa route avec l'usine de Flins, qui ne compte plus que 2500 travailleurs, dont quatre cinquièmes d'embauchés, au lieu de 20 000 dans les années 1970.

Tout se passera bien, prétend la direction de Flins. Les promesses ont fait place à d'autres promesses. Il y a toujours l'atelier d'emboutissage, une partie de la Tôlerie qui fabrique des pièces détachées, une

partie de la Peinture, et un magasin de pièces détachées. Avant même l'arrêt total de la fabrication des Zoe, la direction baisse la cadence à six à l'heure. Ailleurs dans l'usine, outre les salariés déplacés de Choisy, quelque 140 travailleurs de l'atelier Refactory retapent des véhicules d'occasion. À BodyWork, d'autres encore travaillent la grosse carrosserie. Bien des travailleurs ont obtenu une mutation, d'autres attendant encore, et des dizaines d'entre eux, en CDI, ne savent pas où ils vont aller. Tout cela sans parler de leurs camarades de travail intérimaires qui, pour la grande majorité, sont partis vers... Pôle emploi.

Tout cela ne s'est pas passé en silence, car des débrayages ont eu lieu contre l'aggravation des conditions et des horaires de travail, pour obtenir des postes supplémentaires, contre le refus d'une mutation. Les travailleurs ont parfois obtenu gain de cause, mais l'incertitude demeure, à laquelle la direction répond par des promesses bidon.

Pour les travailleurs, l'urgence, quelles que soient les infos ou intox venant du patron, est de garder, de toute façon un poste et un salaire, et bien sûr des conditions de travail acceptables. Renault a grandement de quoi payer !

Correspondant LO

## À l'usine de Cléon



À l'usine Renault de Cléon, un article de presse a fait le tour des ateliers, comme une traînée de poudre. On pouvait y lire : « La marque au losange veut se séparer d'Ampère en novembre avant de l'introduire en Bourse au printemps 2024. »

La grande majorité des salariés de l'usine passeront désormais chez Ampère et d'autres resteront chez Renault. Pour tous, la séparation n'annonce rien de bon. Les reculs imposés, les suppressions d'emplois continuelles n'ont pour eux rien de nouveau. En l'espace de cinq ou six ans, à Cléon, comme dans de nombreux sites du groupe, les effectifs ont été divisés par deux.

Les discussions dans les ateliers sont nombreuses et les réactions diverses. Certains envisagent de monter dans le train de ceux qui quittent l'entreprise. Mais,

pour d'autres, il faudra réagir collectivement, et rapidement, pour montrer qu'ils n'ont pas l'intention de se laisser faire.

La direction prévoit une ligne d'écoute pour, sans rire, préserver le bien-être et la santé mentale des salariés. Selon les chiffres de la direction, 2764 travailleurs de l'usine de Cléon seront rattachés à Ampère. La direction charcuté ses usines, à la recherche du profit maximum. Pour garder leur emploi et leur salaire, les travailleurs doivent compter sur leur unité.

Correspondant LO

## Toyota-Onnaing : chômage partiel, non aux pertes de salaire !

Le 14 août dernier, un incendie a ravagé une usine d'un sous-traitant de l'automobile, Novares, en République tchèque.

Il n'y a pas eu de blessés graves, mais les responsables de l'incendie sont les propriétaires de Novares et les donneurs d'ordres, les propriétaires de Toyota.

De moins en moins de moyens sont mis dans la maintenance et l'entretien, pour encaisser un maximum de profits. D'ailleurs, le même type d'incendie a été évité de justesse en juin dernier chez Novares à Libercourt, dans le Pas-de-Calais.

Le sous-traitant en République tchèque produisait toute une gamme de pièces plastiques, notamment pour l'habitacle des voitures produites dans l'usine Toyota près de Prague, et aussi plusieurs pièces pour l'usine de moteurs Toyota basée en Pologne. Les travailleurs de l'usine de République tchèque ont été mis au chômage fin août, ainsi que, faute de moteurs, les trois

autres usines de montage en Europe : en Angleterre, en Turquie et à Onnaing.

Mais c'est seulement le 31 août que la direction de l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, a annoncé le chômage partiel du 2 au 10 septembre pour les travailleurs en production et prévenu qu'elle contactera chacun d'entre eux par SMS pour la semaine suivante.

Avec 8,4 milliards d'euros de bénéfices en trois mois seulement, d'avril à juin 2023, Toyota a largement les moyens de

maintenir les salaires de tous à 100 %, que les travailleurs soient en CDI, en CDD ou intérimaires.

Une fois encore, Toyota va régler ses problèmes de production en profitant de l'argent public, c'est-à-dire l'argent des contribuables. Et, pour les travailleurs, ce sera de nouveau des revenus amputés, équivalant à seulement 84 % du salaire pour les CDI et les CDD, et à 72 % pour les intérimaires. Le mécontentement est donc monté d'un cran. Les travailleurs ne sont pas responsables de la situation, ce n'est pas à eux de payer la facture !

Correspondant LO



# Salaire des soignants : il n'y a pas le compte

**Le sous-effectif dans les structures hospitalières ayant continué de battre des records cet été, la Première ministre, Élisabeth Borne, s'est rendue à l'hôpital de Rouen le 31 août pour annoncer une série de mesures sur les rémunérations des soignants, prétendant créer ainsi un « choc d'attractivité »**

Ces annonces portent principalement sur le travail de nuit des aides-soignants et des infirmiers, ainsi que sur les gardes et les astreintes des médecins : rien ne changerait donc pour la grande majorité des soignants, ni pour le reste du personnel hospitalier. De plus, la revalorisation des gardes étant déjà appliquée dans le secteur public depuis plus d'un an, il ne s'agit en fait que d'homogénéiser cette rémunération

entre le public et le privé.

Borne promet une hausse de 20 % du forfait versé aux aides-soignants et aux infirmiers pour les dimanches et jours fériés, et de payer les heures de nuit 25 % de plus qu'en journée, ce qui correspondrait aux pratiques généralement en vigueur dans le reste du monde du travail. Si elle peut présenter cela comme une avancée, c'est uniquement parce que le travail infirmier de nuit n'a

longtemps été payé qu'un euro de l'heure de plus que le jour, une majoration royalement passée l'été dernier... à 2 euros.

Le gouvernement prétend que cette majoration du travail de nuit se traduira par 300 euros brut d'augmentation, pour une infirmière en milieu de carrière. Mais ce chiffre est calculé par rapport à la situation qui prévalait avant l'été 2022. La hausse réelle par rapport à la situation actuelle serait en fait d'environ 140 euros net en milieu de carrière et de moins de 90 euros en début de carrière... et à condition de travailler uniquement de nuit. Quant au tarif du dimanche travaillé, l'annonce de



Borne se résume à un coup de pouce de 9 à 15 euros.

Autant dire qu'à peu près rien ne changera pour l'immense majorité des travailleurs hospitaliers, dont les conditions de travail poussent beaucoup à quitter l'hôpital : d'après le ministère de la Santé,

après dix ans de carrière, seulement la moitié des infirmières continuent à y travailler, et 10 % des étudiants abandonnent leur formation dès la première année ; un nombre qui augmente plus rapidement que le nombre d'inscrits.

**Sacha Kami**

## Hôpital de Cadillac : non à la fermeture

La direction de l'hôpital de Cadillac, en Gironde, a annoncé la fermeture de Moreau, un service de 19 lits qui accueille des patients avec des pathologies lourdes, dans l'unité des malades difficiles (UMD). Les patients vont être répartis sur d'autres unités de l'UMD, qui sont déjà chargées. Le personnel

de Moreau sera lui aussi dispersé et servira de variable d'ajustement dans les autres services. Devant les protestations, la direction prétend que la mesure n'est que provisoire, par manque de médecins et d'infirmiers, et en vue de travaux de rénovation... qui ne débutent qu'en 2026. Mais cette fermeture s'ajoute à

toutes les autres fermetures ou démantèlements de services : Raynier ; Parchappe fermé à 50 % ; Broca dont les lits ont été redistribués sur les autres unités ; la Polyclinique médico-psychologique de Bazas bientôt délocalisée à 30 kilomètres à Cadillac.

Cette fermeture est un nouveau recul dans les

conditions de travail des agents de l'hôpital et dans la qualité des soins apportés aux patients, alors que la situation à l'hôpital de Cadillac, comme dans tous les hôpitaux, est déjà dramatique.

Il y a quelques mois, la direction avait programmé la fermeture de l'unité de Lormont, dépendant de

Cadillac : les agents de cette unité en avaient empêché la fermeture par la lutte, et c'est encore ainsi qu'ils pourront faire reculer la direction de l'hôpital. La CGT et FO ont appelé à la grève : un premier rassemblement réussi a eu lieu jeudi 31 août devant l'UMD et d'autres actions sont prévues.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

**Sur Internet**  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Italie : cinq ouvriers tués dans une tragédie ferroviaire

Dans la nuit du 30 août, cinq ouvriers qui travaillaient sur la voie ferrée qui relie Milan et Turin sont morts, fauchés par un train. Nous reproduisons ci-dessous l'article de nos camarades de l'Internazionale (Italie-UCI)

Les premières enquêtes et les premiers témoignages montrent que l'impératif « d'aller vite » a fortement conditionné, sinon déterminé, l'enchaînement des événements ayant conduit au drame. Les entreprises sous-traitantes doivent en effet exécuter le travail au plus vite, sous peine de se voir infliger des pénalités financières et pour pouvoir se ruer sur d'autres chantiers, à leur tour soumis à la même logique de rapidité. Mais dans le monde complexe de la circulation des trains, tenter de trouver des raccourcis aboutit le plus souvent à la catastrophe. Avant de « faire vite », il faudrait pouvoir « bien faire ».

Un siècle et demi au moins d'histoire des chemins de fer a permis la maîtrise de connaissances

techniques et pratiques traduites en un système réglementaire qui, autrefois, représentait la meilleure garantie de sécurité pour les voyageurs comme pour le personnel des trains et les ouvriers intervenant sur les voies et les lignes électriques.

Aujourd'hui, la généralisation de la sous-traitance et les impératifs de sauvegarde des profits qu'elle comporte ont entraîné en pratique une déréglementation presque systématique. C'est la réalité qu'illustrent aussi les témoignages de plusieurs ouvriers entendus dans le cadre de l'enquête menée par le parquet d'Ivrea. Mais, de ce point de vue, l'entreprise pour laquelle travaillaient les cinq ouvriers tués au travail, la Sigifer de Borgo Vercelli,

dans le Piémont, n'est ni pire ni meilleure que les autres.

On y travaille au-delà des horaires prévus, on y travaille surtout avant que l'arrêt du trafic soit confirmé, on y travaille en sous-effectif, en profitant de contrats qui permettent d'échapper aux limitations légales de durée de la journée de travail.

À l'annonce du drame, les principaux syndicats ont appelé à un débrayage de quatre heures, en le limitant toutefois aux travailleurs de RFI, la branche des Ferrovie dello Stato (l'équivalent de la SNCF) qui gère les infrastructures ferroviaires. Les syndicats de base ont quant à eux appelé tous les cheminots à une grève de 24 heures. La Commission de garantie (organisme créé en 1990 pour limiter le droit de grève des services dits essentiels, dont les transports en commun) a riposté par un appel au « sens des responsabilités » des organisateurs, en leur demandant de



ANSA

Après l'accident à Brandizzo.

se contenter du débrayage de quatre heures promu par les confédérations, « afin de ne pas aggraver les lourdes répercussions sur la circulation ferroviaire ». Quel culot ! Où est le sens des responsabilités d'entreprises qui envoient leurs ouvriers travailler sur les voies sans même un ordre écrit y autorisant l'ouverture d'un chantier ?

À Vercelli, où se trouve le siège de Sigifer, 2 000 personnes ont manifesté le 4 septembre. Les dirigeants syndicaux présents, les travailleurs interrogés ont revendiqué à juste titre davantage de contrôles sur les entreprises, la responsabilisation des donneurs d'ordres, l'application des contrats de branche aux ouvriers de la sous-traitance,

etc. Les proches des victimes ont crié que les cinq ouvriers avaient été tués par la recherche du profit. La tragédie de Brandizzo en est effectivement le résultat, mais elle est aussi, et il faut le dire, le tragique reflet de la faiblesse actuelle de l'organisation ouvrière. Une faiblesse qui se traduit par le nombre d'accidents et de morts au travail, autant que par les bas salaires. C'est sur cette faiblesse que la bourgeoisie italienne construit ses « succès ». Moins risquer sa vie, et donc moins la perdre au travail ne peut être que le résultat d'un rapport de force favorable aux travailleurs, un rapport de force qui est à reconstruire, sur le terrain.

L'Internazionale

## Canal de Panama : au régime sec

Le 24 août, l'autorité du canal de Panama a prolongé pour un an les mesures de restriction de passage. Seuls 32 navires, d'un tirant d'eau inférieur à 13,4 mètres, peuvent désormais emprunter chaque jour les 80 km du canal et ses gigantesques écluses reliant le Pacifique à l'Atlantique.

En ce début septembre, des dizaines de bâtiments attendent de chaque côté du canal et devront pour certains patienter trois semaines avant de pouvoir passer là où transitent habituellement 6 % du trafic maritime mondial, soit 500 millions de tonnes de marchandises diverses. Cette thrombose aura des conséquences, car la circulation des cargos

transportant les matières premières, les carburants, les produits finis et semi-finis est le système sanguin de l'économie mondiale. Les principaux armateurs ont déjà annoncé une surtaxe de plusieurs centaines de dollars par conteneur, les charbonniers obligés de se dérouter par le cap Horn augmentent leurs prix de deux à trois dollars par tonne.

Le canal, ouvert en 1914 pour raccourcir de 10 000 km la route des bateaux reliant les deux côtes américaines, sert aujourd'hui essentiellement au trafic entre l'Asie et le port de New York. Quarante pour cent des conteneurs américains y passent. Il a été agrandi en 2016 et des navires, transportant 14 000 conteneurs avec un tirant d'eau de 15 mètres, ont été construits spécialement pour pouvoir l'emprunter au chausse-pied. Il leur faut maintenant soit se dérouter, soit s'alléger et débarquer une partie de leur cargaison à l'entrée pour la

recharger à la sortie.

Chaque passage consomme 200 000 mètres cubes d'eau douce, remplissant les écluses par gravité et se déversant finalement dans l'océan. C'est précisément cette eau douce qui vient à manquer, pour cause de changement climatique et de déforestation dans la région du canal, c'est-à-dire, finalement, pour cause de recherche

débridée du profit.

On manque donc d'eau douce pour boire et se laver, pour irriguer les cultures, pour refroidir les centrales nucléaires et, désormais, pour faire flotter les navires. En revanche, ceux qui présentent le capitalisme comme le dernier cri du génie humain ne manquent pas d'air.

Paul Galois



AUTORITÉS DU CANAL DE PANAMA

**Guerre, inflation, crise climatique... Renverser le capitalisme !**



**Meeting à Paris**

**Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier**

**Samedi 7 octobre à 15 heures**

À la Maison de la Mutualité,  
24, rue Saint-Victor – Paris 5<sup>e</sup>  
Métro : Maubert-Mutualité – entrée libre